



Séisme meurtrier au Maroc : notre solidarité et notre colère, face à la fausse pitié en haut lieu

Dans la nuit de vendredi à samedi, un tremblement de terre d'une magnitude inédite depuis soixante ans a frappé le Maroc. Le bilan humain de la catastrophe est déjà de plus de 2120 morts dans tout le pays et dépasse les 2100 blessés. Mais lors de ce genre de tragédie, de tels chiffres annoncent un bilan final bien plus lourd. Et les destructions matérielles, les glissements de terrain dans les zones montagneuses de l'Atlas, les axes coupés, les infrastructures endommagées, tout cela va aggraver les conditions de survie de dizaines de milliers de familles marocaines. Face à cette immense tragédie, nous sommes nombreux et nombreuses à penser à nos amis, à nos proches ou à nos collègues qui sont directement ou indirectement frappés.

Les trémolos des hypocrites

Mais certaines expressions de solidarité sonnent plus mal que d'autres. Jordan Bardella, président du Rassemblement national, a exprimé sa « solidarité » avec « nos compatriotes d'origine marocaine ». Le raciste a quelque peine à s'effacer devant le politicien (car pour lui ce sont toujours les « compatriotes » bien français qui comptent !)... et ça ne l'empêchera pas de développer sa propagande anti-immigrés et islamophobe qui vise les mêmes personnes. Même chose de la part de Macron, qui se dit « bouleversé » par la situation au Maroc mais semble ouvert à un nauséabond référendum sur l'immigration ! Les mines tristes sont trompeuses et ne coûtent pas cher !

Et l'aide humanitaire non plus, en réalité. Elle est nécessaire et urgente, mais combien pèsent les quelques millions d'euros débloqués pour aider la population face aux profits que les grands groupes de France et d'ailleurs réalisent sur son dos, sous la protection du régime ? La fortune personnelle du roi du Maroc, qui ne représente au fond que le pourboire laissé au garde-chiourme en chef, est évaluée à six milliards d'euros. Oui, pour tous ces politiciens bourgeois, le Maroc est un « pays ami » comme ils disent : un bon ami à très bon compte !

Phénomène naturel, catastrophe sociale

Bien sûr, il était impossible de prévoir la force, la date et le lieu exact de l'épicentre du séisme. Cela dit, une telle catastrophe ne touche pas de la même manière les plus riches, capables d'évacuer les lieux au plus vite, et tous ceux qui devront survivre dans les ruines pendant des semaines et des mois.

Surtout, de tels séismes ne frappent pas aussi durement pays riches et pays pauvres, où les bâtiments sont construits vaillamment que vaillamment, comme on l'a vu il y a quelques mois en Turquie. Les techniques de construction antisismiques, les exercices de prévention sont aujourd'hui extrêmement perfectionnés. Mais dans un pays où 30 % de la population n'était pas branchée à l'eau courante il y a encore cinq ans, de telles mesures de protection générale de la population apparaissent comme un luxe. Et l'essentiel, ce sont les hôtels... de luxe, qui font marcher le tourisme. Eux sont construits aux normes antisismiques.

Solidarité humanitaire, solidarité de classe

L'émotion générale face au drame qui vient de survenir permet à une certaine solidarité internationale de s'exprimer. Mais passé le premier choc, que restera-t-il ? C'est un champ de gravats sans fin qui menace. Et ni l'aide des États (chiche de toute façon), ni les dons privés, ne suffiront. Reconstruire au plus vite des taudis, voire simplement entasser les gens sous des tentes pour une durée indéterminée, verrouiller en même temps toujours plus les frontières alors que l'Europe pourrait accueillir les réfugiés qui le souhaitent, et surtout s'arranger pour que les affaires reprennent au plus vite, voilà à quoi aboutiront les efforts conjoints des bourgeoisies des différents pays.

Les travailleurs du monde entier ont bien mieux à offrir en solidarité au peuple marocain : travailler, quelle que soit notre nationalité ou notre religion, à rebâtir un monde débarrassé des frontières et du capitalisme.

Chez Suez aussi, le travail tue

Le 11 juillet 2023 à la Sevesc, notre collègue Franck est décédé lors de son travail. Malgré le fait que nos métiers sont dangereux, l'entreprise ne veut pas reconnaître sa responsabilité. Dans le Flash Info diffusé peu après l'événement, elle met en cause la responsabilité de nos collègues dans l'accident.

Plusieurs enquêtes sont en cours, espérons qu'elles détermineront clairement les circonstances de ce drame, mais dans tous les cas, seule l'entreprise est responsable, nul ne devrait perdre la vie au travail.

Coup de chaud dans les bureaux

Au bâtiment administratif du Pecq, la réparation de la climatisation tourne au fiasco. Après la vague de chaleur de juin, l'achat de ventilateurs et la réparation ratée du mois d'août, nous venons de subir une nouvelle période étouffante.

C'est chouette les grandes baies vitrées, mais si la direction est incapable de mettre les moyens pour fournir un minimum de rafraîchissement, ce n'est pas à nous de subir des conditions de travail dégradées.

S'ils n'ont pas de solution, ils n'ont qu'à nous octroyer des congés en plus !

Com' à tout prix

Cette fois-ci, la photo tout sourire de la PDG cadre bien mal avec le sujet abordé dans sa dernière com' : le tremblement de terre au Maroc. Sans oublier de se féliciter que les installations de Suez n'aient pas été impactées, elle verse quelques larmes de crocodile sur cette catastrophe dont le bilan s'élève déjà à plusieurs milliers de victimes.

De l'État français aux grandes entreprises comme Suez, ce sont les profits qui motivent leur intérêt pour le Maroc et pas l'humanitaire.

Abaya... pas de profs

Le nouveau ministre de l'Éducation, Gabriel Attal, a voulu faire sa rentrée avec la polémique sur le prétendu déferlement des abayas dans les écoles de la République (un de ses prédécesseur, Blanquer, préférait s'en prendre aux crop tops). En tout et pour tout, 300 élèves ont été recensées, vêtues de cet habit que nombre de personnes ne connaissent pas avant que le ministre n'en fasse la publicité. Rapportées aux 12 millions d'élèves qui ont fait leur rentrée mardi dernier, ça fait une élève sur 40 000.

Suffisant pour donner un os à ronger à un Zemmour, mais pas assez pour dissimuler les 3 400 postes de profs non pourvus !

Macron conspué, une cérémonie d'ouverture réussie

Les supporters de rugby ont saisi l'occasion de faire entendre aux oreilles du monde entier la haine qu'éprouvent à l'égard du président des riches tous ceux qui ne le sont pas. Copieusement sifflé à la fin de la cérémonie d'ouverture le président a continué son discours comme un automate, inaudible, mais cette fois-ci c'est parce que sa voix était recouverte par le bruit de la protestation.

L'enfoiré

Les Restos du cœur, créés en 1985 par Coluche, vont peut-être devoir réduire de 150 000 le nombre de repas servis cet hiver. L'association, est en difficulté financière alors que le nombre de bénéficiaires a grimpé en un an de 1,1 à 1,3 million.

Voilà que le patron de LVMH Bernard Arnault, est venu voler à leur secours avec un don de 10 millions d'euros. Un véritable effort pour lui ! Rendez-vous compte : avec sa fortune totale estimée à 200 milliards, c'est comme si avec 2 000 euros sur votre compte, vous donniez... 10 centimes !

Chili, 11 septembre 1973 : le coup d'État

Il y a cinquante ans, le général Pinochet renversait le gouvernement du président Allende. Pendant 17 ans, la dictature militaire a tué ou emprisonné des milliers de syndicalistes et militants de gauche. La droite, l'armée et les États-Unis via la CIA, voyaient d'un mauvais œil les mobilisations de masse et les timides nationalisations et réformes agraires d'Allende, et préparaient le coup d'État ouvertement. Mais Pinochet n'a pu prendre le pouvoir sans coup férir que parce que, jusqu'au bout, Allende et ses soutiens ont répété à la population leur confiance dans le « légalisme » de l'armée et de la police. On connaît la suite.

Mayotte : manifestation pour l'eau

Au cri de « On veut de l'eau, on veut de l'eau », des manifestants se sont réunis ce samedi devant les locaux du syndicat des eaux. Ils protestaient contre les coupures d'eau deux jours sur trois depuis lundi 4 septembre. Depuis plusieurs mois déjà, l'eau est distribuée au compte-goutte aux plus de 300 000 habitants de ce département français.

Parmi les manifestants, ceux issus des professions médicales s'inquiètent des risques sanitaires que le manque d'eau fait courir à leurs patients qui pour beaucoup n'ont pas les moyens de s'offrir quotidiennement les packs de huit bouteilles, entre trois et huit euros.